



PRÉPA-SECONDE : NOUVEAU REcul DU GOUVERNEMENT

Le « Choc des savoirs » lancé par Gabriel Attal en décembre 2023 prend l'eau de toutes parts. Mi-janvier, Elisabeth Borne a annoncé l'abandon d'une de ses mesures phares : le DNB obligatoire pour entrer en seconde. La CGT Éduc'action avait dénoncé dès le départ cette mesure de tri social et ne peut donc que se féliciter de ce recul du gouvernement.

Toutefois, celui-ci maintient, pour la prochaine année scolaire, les classes de « prépa-seconde » expérimentées depuis septembre 2024 qui devaient accueillir, à terme, les élèves recalé-es au DNB. **À quoi ces classes vont-elles bien servir ?** Nous avons pu constater cette année qu'elles étaient ou bien désertes, ou bien utilisées par les rectorats comme salle d'attente pour les élèves n'ayant reçu aucune affectation en lycée. Dans certaines académies, des

dispositifs similaires se sont multipliés ces dernières années faute de places suffisantes dans les lycées, notamment professionnels. L'opacité règne sur les enseignements suivis par les élèves placé-es dans ces classes, à l'image des 7 heures d' « enseignements méthodologiques et préparatoires à la 2nde GT ou pro » en prépa-seconde.

Le décret présenté au CSE du 30 janvier précise que ces classes de « prépa-seconde » peuvent être abandonnées dès septembre 2025 dans chaque académie sur décision du·de la recteur·trice. Le ministère se défausse ainsi de sa responsabilité : au lieu de laisser vivoter des dispositifs inutiles et mal conçus, il est urgent d'ouvrir des classes en lycée et d'améliorer les conditions d'étude des élèves et l'accompagnement à l'orientation.

LE SNU EN VOIE DE LIQUIDATION

Le Service National Universel était déjà bien à la peine : 19% de taux de désistement en 2022, 28% en 2023, des cas d'agressions sexuelles et des problèmes d'encadrement... Le 16 janvier, **le Sénat a sonné la fin de la récré en réduisant le budget du SNU de 100 millions à 20 millions.**

La CGT Éduc'action se réjouit que ces 80 millions n'aillent pas à la militarisation de notre jeunesse et **revendique l'abandon complet du dispositif, tout comme la fin des classes Défense !**



PARCOURSUP : ARRÊTER LA MACHINE À TRIER

Depuis le 15 janvier, la phase de formulation des vœux a commencé sur Parcoursup. Si le discours ministériel vise progressivement à ne présenter cette plateforme que comme un outil d'aide à l'orientation, c'est en réalité un outil créé pour une sélection opaque qui dépend en partie de l'établissement d'origine des élèves et qui aggrave leur stress.

Cette mise en concurrence généralisée des élèves vise à masquer la pénurie de places dans le supérieur et ne permet pas l'accès à une filière choisie.

Parcoursup ne doit seulement pas être questionné comme l'a affirmé François Bayrou mais abandonné, de même que la sélection à l'université. **La CGT Éduc'action revendique aussi la création de places supplémentaires dans l'enseignement supérieur.**